

le lendemain de la Conférence, en firent à leur tête, en dépit de toute décision du C. C. et de la Conférence nationale.

Les variations autour du journal de masses sont les plus édifiantes : la Conférence nationale avait décidé de faire de « Révolution » l'organe de masses (voir documents). Au lendemain de la Conférence, Rousset fait voter par la Commission exécutive des J. S. de la Seine une résolution décidant que « Révolution » restait organe des J. S. de la Seine. Débats au C.C. On décide de faire revenir là-dessus l'Entente des J.S. Puis un projet de base pour « Révolution » est adopté (début novembre) par le B. P. et le C. C. Molinier est chargé de le mettre en application avec des membres des J. S. Une commission composée de J. S. et de B. L. se réunit à maintes reprises, étudie la mise au point pratique (local, lancement, budget, rédaction). Les travaux de la commission sont avancés au point qu'il ne manque plus, le B. P. et le C. C. du G. B. L. ayant approuvé, qu'à les faire approuver par la C. E. des J. S. et le Congrès de l'Entente. Un conflit surgit alors dans les conditions suivantes : pour la délégation des J. S. à la rédaction avaient été retenus 3 noms : Zeller, Hic et Van, désignés, déclara Hic, par la Commission des jeunes du G. B. L. Rousset était ces jours-là à Bruxelles ; revenant à Paris, il déclara ne pas accepter la rédaction proposée et dit qu'il poserait, en tout état de cause, sa candidature devant les J. S. ; il ne voulut même pas entendre parler d'une proposition transactionnelle de mettre quatre jeunes dans la rédaction, l'un à titre de suppléant. A la veille du Congrès de l'Entente, Rousset s'oppose à la Commission exécutive des J. S. à l'accord préparé et se fait désigner contre Hic comme rapporteur dans le sens du rôle dirigeant de la J. S. dans « Révolution » organe de masses.

A aucune de ces incartades de Rousset, Rigal et Craipeau, le C. C. n'osa prendre la moindre sanction, avertissement ou blâme. Pour éviter une crise dans l'organisation et avancer dans la résolution de nos tâches, nous cherchions chaque fois un nouveau terrain d'accord.

Au Congrès de l'Entente des J. S. (1^{re} session), Rousset attaqua ouvertement les décisions du G. B. L., foulant aux pieds toute décision au point que Hic intervint pour rectifier et faire connaître la position B. L.

Au lendemain du Congrès de l'Entente, au C. C., nous demandions des sanctions contre Rousset et Rigal, qui se vantaient de leur attitude et affirmèrent qu'ils persévéraient. La majorité du C. C. s'y refusa, le groupe tampon Rous, Boitel et Hic, ayant retiré une

proposition de blâme, lorsqu'ils virent que nous allions la voter. Le groupe chargé de « l'équilibre » ayant failli à sa tâche (dans la mesure où elle pouvait être progressive), la crise allait se déclencher dans l'organisation. On verra par la suite comment ce groupe « équilibriste » contribua par ses oscillations à précipiter la rupture.

**

Mais avant d'aller plus avant, il nous faut signaler que par sa composition, le C. C. se montrait incapable de donner à l'organisation une politique suivie. Une décision prise un jour était remise en cause quelques jours après. On trouvait 6, 7, 8 voix pour un texte et 10, 12, contre ; il y avait une majorité *contre*, rarement une majorité *pour* et elle s'émiettait le lendemain.

Ceci se traduit par un lourd malaise dans l'organisation ; dépourvus de perspectives, des camarades donnèrent leur démission :

- a) Naville, du B. P. et de la rédaction de « La Vérité » ;
- b) Jeanne Brisack, du C. C. du G. B. L.
- c) Craipeau, du G. B. L. ;

Aucune de ces démissions ne fut sanctionnée par le C. C. en dépit du règlement voté par la Conférence nationale.

Incapacité du C. C., désarroi chez plusieurs de ses membres, telle était la situation du G. B. L. au moment où les exclusions de la S. F. I. O. étaient confirmées, où la tension politique grandissait. L'état de la direction laisse prévoir ce qu'était celui de l'organisation : le marasme politique. Ajoutons que la « Vérité » avait depuis plusieurs numéros, un caractère misérable, et que « Révolution » sortait au bout de 3 semaines, manquant également de précision politique et ayant parfois un caractère nettement piverliste.

3) La crise du G. B. L.

1) Les oscillations du C. C. et sa rupture.

La majorité du C. C. se montrait incapable de faire appliquer les décisions de la Conférence nationale, ses membres dirigeant la J. S. agissant à leur gré, il n'y avait aucune perspective de faire sortir le journal de masse très rapidement. Aussi huit camarades du C. C. de Paris après examen de la situation décidèrent de prendre les initiatives nécessaires pour